

pecte la conscience et l'intelligence nationale dans la liberté de leur expression, dans la réalisation de leurs volontés. Le *socialisme* des partis sera un élément de progrès et non de désordre, dès qu'ils auront renoncé solennellement et pour toujours à l'emploi de la force. Qu'ils proposent, qu'ils discutent et que la nation juge. A qui donc cela fera-t-il peur ?

Ce ne sont pas les doctrines des socialistes qui ont effrayé la nation : ce sont leurs conspirations, leurs instincts de violence, leur prétention de détruire la hiérarchie politique des influences, qu'ils disent faussée par l'empire de la richesse, et de la détruire par des secousses matérielles. Si le complot n'avait pas paru être sous leurs prédications, personne ne s'en serait inquiété. Que le gouvernement soit assez loyal pour être fort, pour réunir autour de lui le concours de tous les esprits droits, tous les intérêts légitimes ; qu'il se montre, par là, prêt à écraser toute tentative contre la paix publique, et le *socialisme* ne sera plus qu'une étude utile et peut-être féconde. Utile même quand elle ne serait pas féconde ; quand elle ne servirait qu'à montrer le vide de certains mots ; la niaiserie de certaines prétentions.

« Mais, direz-vous, ce que je repousse, ce n'est pas l'exercice de cette fonction nécessaire de l'État, la répartition et l'emploi de l'impôt. — Ce que je condamne, c'est la prétention d'usurper le rôle de la Providence, en changeant les conditions naturelles de ce combat qui est la vie économique des peuples ; c'est de prendre l'argent des uns pour venir au secours des autres. »

Ah ! Monsieur, vous ne voyez pas que votre raisonnement conduit à démolir les hospices, les salles d'asiles, les écoles gratuites pour le pauvre ! Vous ne voyez pas que, pour échapper au matérialisme des socialistes, vous allez constituer la société la plus inhumaine, la plus cruelle qui ait jamais été conçue !

Et pourquoi donc l'État, résumé et personnification des idées et des sentiments de tous les citoyens, serait-il dénué de cette sympathie secourable qui pousse le fort à aider le faible ?

Pourquoi serions-nous, comme gouvernants, condamnés à étouffer cette angoisse de la pitié qui, comme hommes, nous pousse au sacrifice ?